

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (2011)
Heft: 1895

Artikel: Contrastes budgétaires en ville et dans le canton de Zurich
Autor: Jaggi, Yvette
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1025664>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

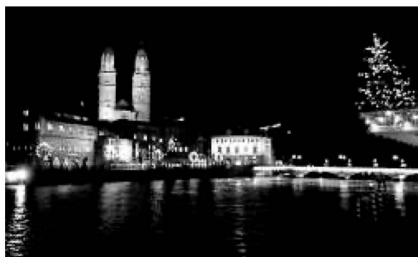
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 14.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Contrastes budgétaires en ville et dans le canton de Zurich

Yvette Jaggi • 9 janvier 2011 • URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/16354>



Une contrainte résistible pour l'une, assumée pour l'autre

Aux familles de quelque 120 enfants, la Municipalité de Zurich avait formellement promis une place subventionnée dans une garderie, disponible dès le début de cette année. Or voilà qu'elles doivent payer, elles aussi, le plein tarif journalier, au lieu du prix réduit du fait de leur revenu modeste.

Effet direct du refus du budget pour 2011 ⁴ par le Conseil communal de Zurich, au terme d'un débat-marathon tenu le 8 décembre dernier.

Dans sa motion de renvoi, la droite unanime, y compris les démocrates-chrétiens soudain saisis par la peur de l'endettement, a demandé la présentation d'un nouveau budget de fonctionnement pour 2011, cette fois équilibré. Elle l'a emporté par 64 voix bourgeoises contre 61 élus de la gauche et des Verts, appuyés en l'occurrence par les deux Démocrates suisses. En clair, il s'agit donc de couper 220 millions de francs sur un total de charges ascendant à 8 milliards, dont seulement 1,6 milliard de dépenses non liées. L'exécutif, qui compte six

roses-verts sur neuf membres, décidera le 26 janvier où trouver les économies à proposer, en vue du débat parlementaire fixé au 16 mars prochain.

D'ici là, les finances de la plus grande ville de Suisse voguent dans le provisoire d'un budget d'urgence ⁵. Ce qui se traduit par l'impossibilité d'engager des dépenses nouvelles, le report de contributions à des travaux d'infrastructure ou encore la suspension de grands projets en préparation, tel le nouveau stade destiné aux Grasshoppers, bientôt sans pelouse fixe, ou un Centre de congrès digne de ce nom qui fait toujours défaut dans la métropole zurichoise.

Sans aucun doute, le radical-libéral Martin Vollenwyder, directeur des finances de la ville, s'exécutera aussi loyalement qu'il a défendu le premier projet de budget récemment renvoyé par les conseillers communaux de son propre parti. Mais il sait que la détermination du Conseil communal pourrait mollir, sous la pression conjuguée et plus ou moins discrète des services de l'administration, des organisations du personnel et des groupes d'intérêt concernés, qui ont leurs relais dans les médias. Il sait aussi, et ne se gêne pas de le dire, que le PLR (17 élus) payera doublement son alignement sur le groupe de l'UDC (24 élus), emmené par l'inflexible Mauro Tuena.

D'un côté, le parti de Christoph Blocher passe pour l'organisateur

d'une victoire dont il s'avère quasiment le seul bénéficiaire, remportée contre l'exécutif en premier lieu et au détriment de nombreux habitants qui ont déjà manifesté leur profond désaccord. De l'autre, les radicaux montrent qu'ils ne sont plus le parti gouvernemental qui a si longtemps su «*tenir l'Etat*», en ville de Zurich comme dans la Berne fédérale.

Au niveau du canton de Zurich, la messe est dite depuis plusieurs législatures au Grand Conseil: sur 180 élus, l'UDC compte à elle seule 57 députés, soit tout juste autant que les socialistes et les Verts réunis et à peine moins que les cinq autres formations bourgeoises qui rassemblent 66 élus, dont 29 radicaux-libéraux et déjà dix Verts libéraux. Avec de tels rapports de forces, pas de problème pour le budget cantonal 2011: toutes les réductions de dépenses préconisées par la Commission des finances ont largement passé la rampe au plenum du 14 décembre, de même qu'une économie forfaitaire de 100 millions de francs à trouver parmi les treize milliards de charges totales. Le score final a marqué sans surprise un strict clivage droite-gauche, 118 voix exprimées contre 57.

La radicale Ursula Gut, conseillère d'Etat en charge des finances, ne connaît donc pas les problèmes intérieurs que subit son collègue de parti Vollenwyder. Du coup, elle porte

son regard critique au-delà des frontières, dénonçant la concurrence «*déloyale*»⁶

exercée par les cantons voisins et leur irrépressible tendance à baisser les impôts tout en

continuant à bénéficier des fonds de la péréquation financière, largement alimentés par Zurich.

«Le Matin» propose une image sombre des étrangers en Suisse

Daniel Schöni Bartoli • 23 décembre 2010 • URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/16314>

Le quotidien orange sous la loupe d'un chercheur

Les médias participent activement à la construction de nos représentations de la réalité. Fort de ce constat empiriquement attesté, un chercheur de l'université de Leicester (Grande-Bretagne) résidant à Genève, Juan Michel¹⁶, a analysé l'image de la population étrangère en Suisse véhiculée par *Le Matin*¹⁷, le journal payant francophone le plus lu du pays.

De tels travaux ont déjà été réalisés, mais c'est une première pour un média romand. Le corpus observé est constitué d'éditions tirées au sort entre avril 2009 et mai 2010. La démarche comprend à la fois une étude du contenu des articles et une analyse des images. Sont ainsi passés au crible 105 sujets

répartis en deux catégories, selon la place – centrale ou secondaire – prises par les étrangers. Le constat est clair: trois articles abordent quotidiennement ce thème, visiblement prioritaire pour le journal orange. Les rédacteurs du quotidien signent deux tiers de ces articles, trois quarts même si l'on considère les seuls articles centrés exclusivement sur les étrangers. La taille des photographies confirme cette priorité.

Requérants d'asile, admis provisoires et réfugiés apparaissent dans près d'un quart des articles. La criminalité et la violence dominent largement l'éventail des thèmes abordés. Si l'on y ajoute encore la délinquance, ce thème est abordé dans la moitié des articles. Deux tiers des faits divers évoqués par *Le Matin* impliquent des étrangers, contre une moitié

seulement dans *Le Temps*. Les étrangers en cause sont souvent jeunes et les sources d'information principalement policières et judiciaires. L'auteur constate que l'association entre population étrangère et criminalité, dominante dans la présentation des faits d'actualité, constitue également un thème important du débat politique dans les colonnes du journal.

Une présentation plus positive des étrangers n'est pas absente des colonnes du quotidien, mais elle reste très minoritaire. Si cette étude n'apporte pas de révélations originales quant aux priorités du tabloïd romand, elle a toutefois le mérite de les documenter de manière systématique. La politique éditoriale du *Matin* ne contribue guère aux efforts d'intégration de la population étrangère.

Le malaise d'un pays en bonne santé

Jean-Daniel Delley • 10 janvier 2011 • URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/16372>

Les peuples heureux n'ont pas d'histoire(s)...

Depuis la publication en 1964 de l'ouvrage de Max Imboden², le

thème du malaise helvétique occupe une place centrale dans le débat politique. Il a même connu un regain d'intensité ces dernières années. Inadaptation

des institutions aux problèmes d'une société moderne, lenteur quand ce n'est pas paralysie du processus de décision, faiblesse du gouvernement résumant le